

Résolution présentée par la délégation du Chili

Thème droits politiques et sociaux
Concerne protection du droit à la vie

L'Assemblée Générale,

- Constatant que 56 millions d'avortements ont lieu dans le monde chaque année, soit 90 avortements par minute et que l'avortement est un déni de sa propre responsabilité et un crime envers un être incapable de se défendre,
- Déplorant tous ces crimes effectués à l'encontre des êtres humains, parfois même très tardifs ou sélectifs, comme en Inde, où l'on note 6 millions d'avortements sélectifs à l'encontre des filles,
- Soulignant que 3 avortements sur 4 pratiqués en Amérique latine et en Afrique présentent un risque pour la mère et qu'un taux plus élevé d'avortement est constaté dans les pays en voie de développement, dans lesquels l'accès aux moyens contraceptifs est très limité,
- Persuadée qu'en augmentant les moyens informatifs, les mesures de préventions et en favorisant l'accès aux moyens de contraceptions, le taux de grossesses non désirées diminuera,
- Propose - aux pays de mettre en place des mesures pour aider les femmes à garder leur enfant après une grossesse non désirée, de sensibiliser les jeunes pour combler le manque d'informations sur la sexualité et la contraception à travers divers moyens comme l'éducation sexuelle,
- à toutes les nations de fortement soutenir l'UNFPA ; une agence directrice des Nations Unies dont la mission est de créer un monde dans lequel chaque grossesse est désirée et chaque accouchement sans danger,
- aux pays ayant un minimum de valeurs humaines de protéger le droit à la vie de chacun en autorisant l'avortement uniquement en cas de danger pour le fœtus, pour la mère ou en cas de grossesse après un viol.

Le texte français fait foi